

Dernière modification le 08/2016 par DAT/AES<sup>1</sup>.

Les « Profils Genre Pays » ont pour objectif d'appuyer les équipes (siège et agences) à développer un dialogue et faciliter la mise en réseau avec nos partenaires dans les pays sur la question de l'intégration du genre dans les opérations de développement. Ces fiches ne sont pas exhaustives, mais se concentrent en priorité sur les secteurs d'intervention de la coopération française dans chaque pays, à savoir pour l'Afrique du Sud : le soutien à la croissance et l'accompagnement des politiques publiques en faveur du rattrapage social et économique des populations historiquement défavorisées. Elles sont pensées comme un outil dynamique amené à évoluer avec la participation de l'agence, à même de combler des lacunes (surlignées en jaune dans le document) ou apporter des informations supplémentaires.

## CONTEXTE

### Enjeux de genre et indicateurs clés en lien avec les secteurs d'intervention de l'AFD

#### Secteurs sociaux

##### **Santé**

Le taux de mortalité maternelle en Afrique du Sud est élevé et a augmenté de 23% au cours de 10 dernières années, passant de 112 décès pour 100 000 naissances en 2005 à 138 en 2015. Ce chiffre est de loin supérieur à l'objectif de 38/100. 000 fixé par gouvernement pour l'année 2015. D'après un rapport d'Amnesty international (disponible [ici](#)) plus du tiers de ces décès maternels sont liés au VIH/sida. De plus, « beaucoup de femmes et de jeunes filles ne se rendent pas dans les services de consultation avant la fin de leur grossesse car on leur donne à croire que le dépistage du VIH est obligatoire. Elles craignent à la fois le test lui-même et le rejet associé à la révélation de leur séropositivité. Près d'un quart des décès évitables sont liés à un accès tardif ou inexistant aux soins prénatals. »<sup>2</sup>

Le taux de fécondité est de 2.4 enfants par femmes et le taux d'adolescentes de 15-19 ans enceintes ou déjà mères est de 54,0 naissances pour 1000 femmes (GGGR 2015).

- **HIV/AIDS** : le taux d'incidence du SIDA en Afrique du Sud est l'un des plus élevés au monde avec plus de 6 millions de personnes vivant avec le VIH/SIDA. Les femmes et les filles sont touchées d'avantage, elles représentent le 56% de la population infectée, soit 3,5 millions<sup>3</sup>. L'accès aux soins de santé appropriés reste un défi majeur.

- **Violences et droit** : prévalence du **droit coutumier** dans certaines zones du pays où des formes agressives de discrimination et sexisme (notamment violences basées sur le genre) ont été reportées par le comité de la CEDEF en 2010. Les violences basées sur le genre sont répandues : d'après le rapport 2008 de l'Afrique du Sud à la CEDEF, le viol touche environ 1 femme sur 1 000, le plus haut taux d'incidence déclaré au monde. « Pour l'année 2014-2015, 53 617 cas de viols ont été recensés par la police, sachant que seulement 4% des femmes porte plainte<sup>4</sup>. »

##### **Education**

Le taux d'alphabétisation des femmes est de 93%. La parité est atteinte au niveau primaire : le taux de scolarisation des filles est de 89% et celui des garçons de 90%. Au niveau secondaire, les pourcentages sont de 69% chez les femmes et de 62% chez les hommes. En ce qui concerne l'éducation supérieure, ces taux sont plus bas: les pourcentages sont respectivement de 23% et de 17% (GGGR 2015).

**Participation politique** : Les femmes restent peu présentes dans la sphère politique : en 2015, les femmes occupent 42% des sièges parlementaires et 42% des positions ministérielles (GGGR 2015).

#### Les femmes au sein des Populations Historiquement Défavorisées

- **Pauvreté**: Malgré que la pauvreté a diminué depuis la fin de l'apartheid, la majorité des sud-africains vivent encore sous le seuil de pauvreté. Les femmes sont d'avantage confrontées à la pauvreté : en 2012, 72,4% des femmes vivaient en dessous du seuil de pauvreté contre 67,3% des hommes.

De plus, les différents groupes de femmes connaissent des degrés différents de pauvreté selon le lieu de vie. En effet selon le rapport national sur la situation des femmes dans l'économie du pays publié en 2015 (disponible en anglais [ici](#)), les femmes dans les zones rurales sont plus touchées par la pauvreté que leurs homologues urbains. Cette situation s'explique en raison d'une discrimination fondée sur l'histoire qui a laissé les zones rurales spatialement séparées des possibilités d'emploi et d'accès aux ressources productifs.

<sup>1</sup> Merci de mettre ces données à jour à la suite de chaque modification.

<sup>2</sup> Amnesty International (2014) Afrique du Sud. De nombreux décès de femmes et jeunes filles enceintes pourraient être évités. [Lien](#)

<sup>3</sup> ONE (2015), South Africa Women's Month Status Report on Women and Girls [Lien](#)

<sup>4</sup> Cross Worlds (2016) La banalité silencieuse des violences faites aux femmes en Afrique du Sud [lien](#)

En 2014, 41,3% des foyers sud-africains sont dirigés par des femmes. Les Female-Headed-Households (FHH) ont tendance à être plus vulnérables que les « Male-headed-households » (MHH). En 2014, 13,8% des FHH ont déclaré souffrir de faim contre 9,7 des MHH<sup>5</sup>.

## Milieu rural

• **L'accès aux services de base** (éducation, habitat, eau) reste inégal en fonction du sexe, de la classe, de la race et du milieu (urbain/peri-urbain/rural). La précarité des infrastructures dans les zones rurales augmente la vulnérabilité des populations rurales, notamment des femmes qui sont chargées d'assurer les besoins basiques (eau, bois) et le soin des enfants, orphelins, personnes âgées et handicapées. **Les femmes agricultrices sont particulièrement défavorisées en termes d'accès à l'éducation : plus d'un quart des femmes chefs de foyers n'ont jamais été scolarisées.**

• **Accès à la terre** : En Afrique du Sud il existe un écart important entre les sexes en ce qui concerne la propriété foncière. Les terres restent majoritairement détenues par les hommes : le rapport de 2014 de la « Commission for Gender Equality » (disponible [ici](#)) souligne l'accès inégal à la propriété et montre que, entre 2005 et 2010, le programme de redistribution des terres du gouvernement a bénéficié à 50 887 personnes, dont seulement le 35,9% étaient des femmes. Et le programme de restitution des terres du gouvernement a bénéficié à 91% d'hommes contre 9% de femmes.

La reconnaissance des droits fonciers des femmes est encore limitée. La capacité et les perspectives des femmes à faire des revendications territoriales dépend largement de leur statut et la bonne volonté des partenaires et / ou des parents de sexe masculin<sup>6</sup>.

## Insertion économique et secteur productif

En 2015, les femmes représentent 46% de la population active contre 64% des hommes (GGGR 2015)

• **Autonomisation économique** : Il existe en Afrique du Sud des mécanismes de crédits pensés pour répondre aux besoins spécifiques des femmes, cependant de nombreuses femmes entrepreneures font face à des difficultés pour accéder aux services financiers dont elles ont besoin ([DTI, 2011](#)). D'après le FinScope South Africa small business survey 2010, les petites entreprises dirigées par des femmes courent plus le risque d'être « financially excluded » que les celles qui sont dirigées par des hommes (43.7% pour les femmes vs. 52.1% pour les hommes). Par ailleurs, alors que 52.1% des hommes propriétaires de petites entreprises sont bancarisés, ce n'est le cas que pour 43.1% des femmes.

• **Bancarisation** : [L'étude menée par l'International Finance Corporation](#), montre que des différences significatives existent entre les femmes noires et les femmes blanches : alors que 91% de femmes noires étaient bancarisées en 2006, ce n'était le cas que pour 36% des femmes noires. Si les inégalités entre populations noires et populations blanches sont plus importantes que les inégalités entre hommes et femmes sur la population totale, les femmes noires restent défavorisées vis-à-vis des hommes noirs: alors que 44% des hommes noirs sont bancarisés, ce n'est le cas que pour 38% des femmes noires.

## Législation

• Ratification de la Convention pour l'Elimination de toutes les formes de Discriminations à l'Egard les Femmes (CEDEF) en 1995 et du Protocole CEDEF<sup>7</sup> en 2005.

• La constitution confère des droits égaux aux deux sexes (notamment en ce qui concerne les droits fonciers).

• Loi pour lutter contre les violences sexuelles (amendement en 2007, interdisant le viol et le viol conjugal) et la violence domestique (1998). La mise en application des lois reste inefficace ; par exemple ONU Femmes estime que seuls 1 à 6% des viols reportés sont jugés.

• Les droits des femmes au sein de la famille varient selon le contrat de mariage (civil, droit coutumier ou religieux). L'âge minimum pour le mariage est de 18 ans pour les deux sexes, et le consentement des deux parties est nécessaire pour la réalisation du mariage (ceci s'applique également aux mariages de droit coutumier).

## Stratégies nationales (globales, sectorielles, spécifiques sur le genre)

**Il existe une volonté politique d'intégrer le genre dans les politiques publiques et de mettre en place des mécanismes institutionnels pour leur mise en œuvre, qui se reflète notamment dans le document suivant :**

<sup>5</sup> Parliament of The Republic of South Africa (2016) The double impact of service delivery on women as majority beneficiaries of services and as carers of households. [Lien](#)

<sup>6</sup> Parliament of The Republic of South Africa (2016)

<sup>7</sup> Protocole facultatif prévoyant que « des communications peuvent être présentées par des particuliers (...) qui affirment être victimes d'une violation par cet Etat Partie d'un des droits énoncés dans la Convention (CEDEF) ».

- [South Africa's National Policy Framework for Women's Empowerment and Gender Equality](#), ou « [National Gender Policy Framework](#) » : assurer l'égalité de toutes les personnes (principes de non-racisme et non-sexisme) dans la Constitution et appréhension des femmes comme un groupe **hétérogène** dont les expériences et le vécu varient en fonction de leur race, classe, sexualité, handicap, âge et autres variables. Prévoit que les pratiques coutumières, culturelles et religieuses, ainsi que les pratiques et politiques publiques, les lois et institutions soient respectueuses de l'égalité – notamment à travers la mise en place d'une « National Gender Machinery » (voir ci-dessous les institutions mises en place).
- « [Strategic Framework for Gender Equality within the public service](#) » (2006-2015): [description](#)
- [SADC Protocol on Gender and Development](#): Instrument régional adopté dans le cadre du SADC, qui établit des objectifs à être appliqués afin de permettre un système de monitoring précis dans la région. Les 28 dispositions du protocole portent sur les droits constitutionnels et légaux ; la gouvernance (représentation et participation) ; l'éducation et la formation, les ressources productives, l'emploi et le renforcement des capacités économiques ; les violences basées sur le genre ; la santé ; le VIH/SIDA ; le processus de paix et résolution des conflits et les médias et communication.
- **Documents stratégiques sectoriels incluant la promotion de l'égalité de genre dans leurs actions et objectifs :**  
[Mainstreaming Gender into the Water Services – National Implementation Strategy and Action Plan 2006-2010](#)

## ACTEURS NATIONAUX

### Responsabilités institutionnelles sur le genre

- [Ministry of women, children & people with disabilities](#): créé en en 2009, ce ministère devient l'organe chargé de la mise en œuvre de la politique genre nationale.  
Branch - Women and gender equality: [Contact](#) Tel: 012 359 0024
- [Office on the Status of Women \(OSW\)](#): responsable de l'élaboration du "National Gender Strategy Framework", l'OSW siège dans le cabinet présidentiel. Le mandat de l'OSW est d'assurer que le gouvernement remplisse ses obligations constitutionnelles et politiques et ses engagements internationaux sur les questions d'égalité et d'émancipation des femmes.  
[Contact](#)
- [Parliamentary Joint Monitoring Committee on the Improvement of the Quality of Life and Status of Women \(JMC\)](#): réunit des membres de l'Assemblée Nationale et du "National Council of Provinces".  
[Contacts](#)
- [Ministères sectoriels](#) : il est prévu que des points focaux ou cellules genre soient actifs dans tous les ministères et dans les provinces.

#### [Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries](#)

Ms Kholofelo Thobejane

Acting Director: Gender Mainstreaming

Room D-FF-06. Email: LungileL@daff.gov.za - Tel: 012-319-6335 - Fax: 012 319 6980

#### [Ministry of Economic Development](#)

Acting Director -General: Trevor Balzer

Tel: 012 336 8744. Email: balzert@dwa.gov.za

[Contact](#) [GFP](#)

#### [Ministry of Water and Environmental Affairs](#)

[Contact](#) [GFP](#)

#### [Ministry of Higher Education and Training](#)

[Contact](#) [GFP](#)

#### [Ministry of Human Settlements](#)

Mareldia Chowgla Personal Assistant to Minister of Human Settlements

Tel: 012 421 1310 / 021 469 5602. Email: mareldia.chowgla@dhs.gov.za

[Contact](#) [GFP](#)

#### [Ministry of Rural Development and Land Reform](#)

Mr Mduduzi Shabane, Director General. Email: [DGOffice@ruraldevelopment.gov.za](mailto:DGOffice@ruraldevelopment.gov.za) Tel: (012) 312 8503

[Contact](#) [GFP](#)

### Autres acteurs nationaux (recherche, ONG...)

- **Commission for Gender Equality** : Organisation indépendante dont la mission est d'assurer le suivi et l'évaluation de l'intégration du genre dans les pratiques gouvernementales, du secteur privé et d'autres organisations ; notamment de produire des recommandations sur les législations qui affectent le statut des femmes.  
Email : [cgeinfo@cge.org.za](mailto:cgeinfo@cge.org.za). Tel : +27 11 403 718. Fax : +27 11 403 7188. **Contact**
- **Sonke Gender Justice** : ONG/réseau mettant l'accent sur le rôle des hommes et garçons pour la promotion de l'égalité de genre. Son activité s'organise autour de 5 domaines : mobilisation des communautés, communication, recherche et politique publiques, programmes internationaux et développement organisationnel. Partenaires : FNUAP, PNUD Johannesburg Office. T : +27 11 339 3589. F : +27 11 339 6503. **Contact**

## ACTEURS INTERNATIONAUX (Contacts, projets, littérature)

### ONG internationales intervenant sur le genre

- **Southern Africa Gender Protocol Alliance**: Collectif/réseau de plus de 40 organisations non-gouvernementales militant pour le genre au niveau national et régional. Milite pour l'adoption et la ratification du Protocole de la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe sur le genre et le développement (voir ci-dessus).

**Alliance Focal Point Organization:** [South Africa Women in Dialogue](#)

Contact Person: Marthe Muller

Physical Address: Block B, Glenwood Office Park, Cnr Oberon & Sprite Str, Faerie Glen, Pretoria

Email: [marthem@idt.org.za](mailto:marthem@idt.org.za) - Telephone: +27 12 845 2032

### Organisations internationales et bailleurs intervenant sur le genre

**UNFPA South Africa**: Leur action porte principalement sur la prévention des violences basées sur le genre et la santé maternelle. Un programme/mapping sur les violences basées sur le genre est mené avec divers bailleurs et partenaires de développement (l'ambassade de France y a participé). Des programmes menés en partenariat avec: UKAid, UNICEF, Aid the Children

Sakumzi Ntayiya (Gender Focal Point). Email : [ntayiya@unfpa.org](mailto:ntayiya@unfpa.org) (Echanges avec Sakumzi Ntayiya le 24/03/2014)

Rayana Rassool (External Relations Officer). Email : [rassool@unfpa.org](mailto:rassool@unfpa.org)

### Projets sur le genre des ONG, organisations internationales et bailleurs

#### Formation professionnelle/PME

**Transnet Port Terminals (TPT)**, Singakwenza Kwenzeke project. Projet de formation (« upskill ») de femmes ingénieures. L'objectif du projet est d'augmenter la présence des entreprises dirigées par des femmes noires dans le secteur de l'ingénierie. Partenaires : Bosch Ulwazi (académie d'ingénierie)

**Contact**

#### Energie et climat

**Banque Africaine de Développement**, [ESKOM Renewable Energy Invest. Project](#): augmenter l'approvisionnement en énergie et améliorer la sécurité énergétique de manière soutenable afin de soutenir la stratégie d'atténuation carbone de l'Afrique du Sud. Des activités Information, Education et Communication (IEC) seront destinées aux femmes et aux hommes. Elles porteront sur des questions de STI-HIV/AIDS, planning familial, l'environnement et la sécurité dans le cadre des installations électriques. Partenaires : Eskom Holdings.

KANONDA Farai Epiphanius. **Email.**